

1. Introduction

Selon les estimations, 2,6 milliards de personnes dans le monde en développement sont contraintes de vivre avec moins de 2 dollars par jour (Chen et Ravallion, 2008), et environ 1,4 milliards d'entre elles sont considérées comme extrêmement pauvres et survivent avec moins de 1,25 dollars par jour. C'est en Asie que vivent la majorité des personnes extrêmement pauvres, 933 millions de personnes, tandis que c'est en Afrique subsaharienne que l'incidence de l'extrême pauvreté est la plus élevée, une personne sur deux (50 pour cent) (Chen et Ravallion, 2008; Banque mondiale, 2007). La pauvreté est intimement liée à la sous-alimentation; la FAO estime qu'en 2010, environ 925 millions d'habitants de la planète étaient sous-alimentés (FAO, 2010c).

Outre les préoccupations d'ordre éthique, des considérations d'ordre économique et d'intérêt personnel devraient élever la réduction de la pauvreté au premier rang des priorités de l'agenda mondial:

- Les pauvres font un usage de leurs ressources aussi efficace que les non-pauvres, comme l'a affirmé pour la première fois en 1964, Theodor W. Schultz, lauréat du prix Nobel, dans son ouvrage *Transformer l'agriculture traditionnelle*. En effet, les petits exploitants atteignent en moyenne une productivité des terres plus élevée que leurs homologues à la tête d'exploitations plus grandes (Barrett, 1996; Heltberg, 1998; Pender *et al.*, 2004; Wiggins, 2009). Ce phénomène s'appelle la «relation inverse de la productivité», et s'explique en partie par le fait que les agriculteurs qui travaillent sur leurs propres terres tirent pleinement profit de leurs efforts, tandis que les ouvriers agricoles obtiennent un salaire fixe quel que soit le niveau de production (Hayami et Otsukam, 1993).
- Il a été démontré que, dans le monde d'aujourd'hui, les investissements génèrent des rendements plus élevés dans les zones défavorisées, qui abritent également les populations les plus pauvres de la planète, principalement en raison du fait que les opportunités d'investissement ont commencé à diminuer dans les zones les plus développées (Fan et Chan-Kang, 2004; Fan et Hazell, 2001).
- Les sociétés dans lesquelles les revenus sont faibles et stagnants, sont beaucoup plus exposées à des conflits violents et à des troubles civils, que les sociétés plus prospères. Les conflits locaux prennent souvent des dimensions internationales, ainsi, selon des estimations récentes et prudentes, le coût annuel des guerres civiles à l'échelle mondiale s'élèverait à 100 milliards de dollars EU (Collier, 2007) – un chiffre bien plus élevé que celui de l'aide mondiale.
- Les systèmes de santé publique dans les pays pauvres sont généralement défaillants, alors que les pauvres ont tendance à être beaucoup plus touchés par les maladies, dont beaucoup sont contagieuses (Gwatkin, Guillot et Heuveline, 1999). La pauvreté est ainsi un facteur important de l'émergence, de la persistance et de la propagation des maladies, avec des répercussions potentielles au niveau mondial, aussi bien dans les pays à haut revenu que dans les pays à faible revenu.

Pour réaliser des progrès rapides en matière de réduction de la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des solutions ciblées visant à stimuler une croissance économique à laquelle les pauvres peuvent contribuer et dont ils peuvent tirer profit. Près des trois quarts des plus pauvres de la planète, environ 1 milliard de personnes, vivent dans les zones rurales (Banque mondiale, 2008) et la plupart d'entre eux - environ 90 pour cent selon Lipton (2005) - sont des petits exploitants qui dépendent directement de l'agriculture comme moyen de subsistance. Malgré l'urbanisation croissante, la majorité des pauvres de la planète continuera de vivre dans les zones rurales durant encore plusieurs décennies. Selon des estimations, plus de la moitié des personnes qui disposent de moins d'un dollar par jour résideront encore dans des zones rurales à l'horizon 2035 (Ravallion, Chen et Sangraula, 2007; ONU, 2007).

Du fait que dans la plupart des pays en développement la population agricole devrait continuer de croître pendant encore au moins 10 à 15 ans (jusqu'à 30 ans dans les pays les moins avancés) (ONU, 2007), tandis que l'expansion des terres arables ne parvient pas à suivre le même rythme, la production agricole peine à progresser «horizontalement». Par conséquent, pour augmenter les revenus ruraux et améliorer la sécurité alimentaire, il est essentiel de faire progresser la productivité et/ou d'encourager la diversification de la production agricole au profit de produits de plus grande valeur, en vue d'améliorer les revenus grâce à un accroissement de la valeur de la production par unité de surface et, plus important encore, par unité de main-d'œuvre.

Étant donné que, dans les pays en développement, une grande partie des populations rurales pauvres élèvent du bétail pour renforcer leurs moyens de subsistance, diversifier la production au profit de l'élevage et augmenter la productivité du cheptel devraient faire partie des stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance de la productivité agricole (FAO, 2009b; LID, 1999; Thornton *et al.*, 2002). En outre, les animaux possèdent diverses caractéristiques qui leur permettent de contribuer notablement au développement rural durable. Ils sont une source de denrées alimentaires et de produits commercialisables de haute-qualité qui peuvent être produits à l'échelle familiale et dont la valeur est généralement plus élevée que celle de nombreuses autres cultures, vulnérables aux chocs climatiques et qui doivent être récoltées au bon moment. Les animaux permettent également d'accroître la production agricole, en fournissant puissance de traction et fumier; d'améliorer la productivité du travail, en réduisant la pénibilité et la dépendance vis-à-vis des outils manuels, libérant ainsi du temps pour d'autres activités de production; et de lisser la demande de main-d'œuvre au fil des saisons agricoles. L'un des rôles les plus importants de l'élevage est de convertir des matières organiques qui ne conviennent pas à l'alimentation humaine en produits alimentaires et non alimentaires à forte valeur ajoutée. Enfin, les animaux - en particulier le petit bétail comme la volaille, les porcs, les moutons et les chèvres - sont des atouts particulièrement importants pour les femmes rurales, dont le rôle dans l'agriculture n'est souvent pas apprécié à sa juste valeur. Grâce au bétail, les femmes peuvent générer un revenu qui reste sous leur contrôle, une situation qui a des implications sur la répartition de la nourriture et des ressources au sein du ménage. Cependant, la croissance non réglementée des cheptels peut engendrer des externalités négatives: l'augmentation de la production de gaz à effet de serre (GES); la pollution des sols et des sources d'eau par des déchets d'origine animale; l'augmentation des risques pour la santé

humaine; ainsi que la déforestation et l'utilisation non durable des terres pour la production de céréales fourragères.

Développer le secteur de l'élevage en veillant à maximiser ses effets positifs tout en maîtrisant les impacts négatifs pourrait ainsi contribuer substantiellement à «améliorer les niveaux de nutrition, la productivité agricole et la qualité de vie des populations rurales et contribuer à l'essor de l'économie mondiale» (FAO, 2010b), et ainsi à atteindre le premier objectif du millénaire pour le développement (OMD 1), celui d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Cependant, le bilan des interventions pour le développement du secteur de l'élevage en faveur d'une réduction durable de la pauvreté, est faible (LID, 1999), et bien que les pauvres en milieu rural aient un intérêt majeur dans le secteur de l'élevage, seule une petite minorité d'entre eux a jusqu'à présent tiré parti des opportunités offertes par la croissance du secteur. Cet échec est, dans une large mesure, attribuable à une combinaison de politiques, de réglementations, de normes et de valeurs aux niveaux national, régional et mondial. Celles-ci définissent les «règles du jeu» de la société, qui influencent à la fois le comportement des éleveurs et le processus d'élaboration des politiques, créant ainsi une spirale de la pauvreté dans laquelle sont entraînés les ménages pauvres tributaires de l'élevage. D'une part, le mauvais fonctionnement des marchés et des institutions empêche souvent les pauvres de tirer pleinement parti de leurs rares atouts et compétences pour échapper à la pauvreté; par exemple, en raison de l'absence de garantie ou de reconnaissance des droits de propriété sur les terres, les maisons et autres biens mobiliers et immobiliers, les pauvres ne peuvent pas engager leurs actifs comme garantie pour obtenir un crédit et investir dans des technologies et des systèmes visant à soutenir la croissance (de Soto, 2000). D'autre part, les ménages ruraux pauvres, qui sont souvent dispersés et qui disposent de moyens de communication modestes, font face à des coûts d'opportunité élevés lorsqu'ils souhaitent mener des actions collectives. Ils ne peuvent pas se permettre de ne pas travailler en vue de participer à des processus politiques longs et fastidieux dont les résultats ne sont pas immédiats et sont au mieux incertains (Binswanger et Deininger, 1997). Les politiques sont donc rarement conçues dans leur intérêt, limitant ainsi la capacité des pauvres d'exploiter pleinement leur capital et leurs compétences. Les faiblesses institutionnelles empêchent les pauvres de tirer pleinement profit du potentiel de développement offert par le secteur de l'élevage.

Les multiples dimensions de l'interface élevage-pauvreté, y compris les aspects techniques, politiques et d'économie politique, ont été abordées et débattues dans des contextes et sous des angles différents (par exemple, Ahuja et Sen, 2006; FAO, 2009a; Perry et Grace, 2009; Thornton *et al.*, 2007), mais la pauvreté a rarement été le point de départ de l'analyse, et ces questions ont principalement été examinées du point de vue technique ou politique. Il est ainsi difficile d'apprécier la complexité des relations entre élevage et pauvreté et, par conséquent, d'élaborer des politiques qui stimulent sans ambiguïté les investissements en faveur des pauvres dans le secteur de l'élevage. Cet ouvrage passe en revue les principaux aspects de l'interface élevage-pauvreté et vise à identifier les conditions dans lesquelles l'élevage peut être un outil efficace pour réduire la pauvreté; les interventions qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de l'élevage en vue de réduire la pauvreté, selon les contextes; et la manière de faciliter la mise en œuvre durable de ces interventions.

Le chapitre suivant présente un bref aperçu de l'étendue et de la répartition de la pauvreté dans les pays en développement ainsi que de son évolution au cours des 15 dernières années. Il examine également la mesure dans laquelle les pauvres travaillent dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Le chapitre 3 se penche sur les multiples rôles que les différents types de bétail peuvent jouer pour les ménages, et la manière dont ils contribuent à réduire la vulnérabilité et à accroître les revenus. Le chapitre 4 explore les contributions directes et indirectes que l'élevage peut apporter au développement économique général, en particulier dans les économies agricoles, au sein desquelles vivent la plupart des pauvres. Étant donné que les marchés constituent un lien vital entre les ménages et l'économie dans son ensemble, et que leur fonctionnement est essentiel pour assurer un développement durable, le chapitre 5 se penche sur le rôle des marchés dans la réduction de la pauvreté, et les barrières à l'accès au marché auxquels les éleveurs sont régulièrement confrontés. Le chapitre 6 s'appuie sur un examen de diverses politiques d'élevage mises en œuvre dans différents pays en développement, en vue d'identifier les éléments communs des réformes institutionnelles et des politiques d'élevages efficaces en faveur des pauvres; de décrire les dimensions politiques des changements institutionnels et des politiques qui favorisent les éleveurs pauvres; et de proposer des stratégies pour concilier des intérêts opposés. Le chapitre 7 résume les leçons apprises concernant la manière dont les politiques d'élevage peuvent être renforcées en vue de générer des bénéfices tangibles pour les populations pauvres, et présente des conclusions quant à la façon de tirer parti du développement du secteur de l'élevage pour accélérer la réduction de la pauvreté dans le monde.